

Développement et environnement, un indissociable binôme

Entretien entre Ignacy Sachs et Bettina Laville

Paru dans *Vraiment durable*, 2012 2/n°2, pp. 17-31

<https://doi.org/10.3917/vdur.002.0017>

Résumé

Ignacy Sachs a cheminé le long d'un parcours singulier et cosmopolite, militant et humaniste, qui l'a conduit de la Pologne à la France et au Brésil, en passant par l'Inde. Lui que d'aucuns surnomment le « sage vert » revient, à quelques mois de la Conférence de Rio sur le développement durable, dite « Rio+20 », sur son parcours engagé dans le développement qui ne peut, dit-il, être séparé de la notion d'environnement – ne déclarerait-il pas, il y a près de vingt ans déjà, que « *le combat sera gagné le jour où il deviendra possible de supprimer, en parlant du développement, l'adjectif "durable" ou le préfixe "éco" »* [1]. Il nous dit aussi ses attentes et propositions pour que la Conférence Rio+20 repense et remette à l'honneur la planification à long terme et permette de se doter – enfin – d'un fonds de développement « *incluant et en harmonie avec la nature* ».

A la veille d'un départ pour Rio où il rencontrera nombre d'interlocuteurs qui vont être des acteurs majeurs de la Conférence Rio+20 [2], nous avons demandé à Ignacy Sachs d'évoquer ce qui fait le ferment de près de soixante années de recherches et d'engagements. Lui qui a popularisé la notion d'écodéveloppement et en a fait l'un de ses importants sujets de réflexion, se définit comme un « éco-socio-économiste ». Son enthousiasme n'a d'égal que sa modestie. Son impressionnante bibliographie démontre, s'il en faut, la nécessité de penser le développement qu'il préfère qualifier de « viable », plutôt que « durable ».

Bettina Laville : Vous avez été un animateur important de Stockholm [3] et l'un des initiateurs, l'un des « porteurs » de la notion d'écodéveloppement. Mais avant d'évoquer ces questions, j'aimerais revenir sur votre parcours singulier et assez cosmopolite.

Ignacy Sachs : Je suis en effet né à Varsovie et j'en suis parti à l'âge de 12 ans, au début de la guerre. J'ai vécu deux années en France puis je suis à nouveau parti, cette fois au Brésil, où j'ai résidé pendant quatorze années, avant de revenir en Pologne en 1954. En 1957, je suis reparti, en Inde cette fois, où j'ai effectué mon doctorat à la Delhi School of Economics en travaillant en même temps à l'ambassade de Pologne. Rentré à Varsovie, j'ai été chargé de l'organisation d'un centre de recherches sur les économies sous-développées, avant d'en être mis à la porte en 1968.

B.L. : Comment donc se construit et va cheminer votre pensée vers l'écodéveloppement et Stockholm, au travers de ce parcours rapidement résumé ?

I.S. : Je dirais que l'on est toujours prisonnier de sa biographie. Découvrir le Brésil en janvier 1941, à bord de l'un des derniers bateaux portugais qui traversaient l'Atlantique avant que les sous-marins allemands commencent à torpiller, est un premier élément de mon parcours.

Compte tenu de la rigidité des lois brésiliennes à l'époque, je n'ai pu intégrer le système scolaire brésilien et j'ai suivi une partie de ma scolarité au lycée français de São Paulo. Le lycée « tombe en miettes » et le paradoxe veut que le proviseur soit un Vichyste, un grand intellectuel, auteur d'un livre sur Gobineau, Georges Raeders, tandis que mes professeurs sont par exemple le frère de Madame Mitterrand, Roger Gouze, et son épouse.

Nous étions très peu nombreux dans ce lycée à nous préparer au baccalauréat. Pour les épreuves, on nous a envoyé des professeurs de Paris et les universitaires français sur place ont été mobilisés. Je peux dire que c'est de là que vient mon ancrage dans la culture française.

Je poursuis mon cursus à l'université de Rio de Janeiro. Il faut savoir qu'il existe, depuis le début des années 1930, des relations universitaires entre le Brésil et la France et que cette université comme celle de São Paulo vont être créées avec un fort appui français [4]. Il y a donc une communauté intellectuelle française très forte, parmi laquelle Roger Bastide, Paul Arbousse-Bastide, Pierre Monbeig, Fernand Braudel ou Claude Lévi-Strauss, à laquelle vont se joindre, après la guerre, d'autres enseignants comme les grands mathématiciens André Weil et Jean Dieudonné.

À partir de 1946, je travaille à la légation de Pologne. C'est une époque particulière, compte tenu de la guerre froide et des événements qui y sont liés. C'est le moment de la délégalisation du parti communiste brésilien et les intellectuels qui se sentent le cœur un peu à gauche gravitent autour de cette petite légation de Pologne. Il y a une rupture formelle des rapports diplomatiques ; les Soviétiques sont mis à la porte et ne restent que les légations polonaise et tchèque. Pour le jeune homme que j'étais, cela a été une formation extrêmement riche.

Mais je souhaite retrouver mon pays et je suis de retour en Pologne en 1954, où je travaille à l'Institut d'études internationales comme chercheur ; je suis également assistant à l'École de planification. En 1957, le directeur de l'Institut est nommé en Inde et il me propose de l'accompagner. Je me retrouve ainsi, de 1957 à 1960, dans un endroit fabuleux, à une époque où le monde entier vient courtiser Nehru, alors Premier ministre de l'Inde. J'ai un poste modeste à l'ambassade – deuxième secrétaire pour la coopération scientifique et technique – mais je vois passer à Delhi la fine fleur des intellectuels du monde entier.

B.L. : Quel est le sujet de votre thèse ?

I.S. : *Patterns of public sector in underdeveloped economies* [5] – les modèles du secteur public dans les économies sous-développées –, c'est-à-dire le rôle de l'État dans le développement économique, que je fais dans le cadre de la *Delhi School of Economics*. C'est un thème de réflexion essentiel pour moi et c'est d'ailleurs pendant la dernière année de mon séjour en Inde que commence à se profiler l'idée de créer à Varsovie, à mon retour, un centre de recherche sur les économies sous-développées – idée déjà présente depuis longtemps et renforcée par mon parcours géographique au Brésil, puis en Inde. Comme je le disais, je suis le produit de ma biographie – je suis né dans ce pays sous-développé qu'était la Pologne entre les deux guerres – et mon parcours est à 90 % fonction des accidents

géographiques d'un immigré de l'Europe de l'Est. J'étais au Brésil à l'âge de 12 ans ; je suis revenu en Pologne ; je suis reparti en Inde. J'appartiens à cette génération qui a été « jetée » à travers le monde et qui a essayé de construire des choses dans son pays d'origine.

B.L. : Vous dites « sous-développé », mais la Pologne est aussi un creuset de réflexion sur le sous-développement.

I.S. : Effectivement, la Pologne est aussi reconnue, après la guerre, comme un haut lieu de réflexion sur le sous-développement, au travers d'éminents spécialistes comme Oskar Lange [6] ou Michal Kalecki [7]. Les années 1960-1968 sont d'ailleurs pour moi l'occasion d'une coopération extrêmement étroite avec Kalecki, qui est à l'époque une sommité mondiale, revenu dans son pays d'origine après avoir enseigné à Cambridge et Oxford. À Varsovie, nous bénéficions d'un flux quasi permanent de grands savants du monde entier qui viennent voir Kalecki et nous créons, avec l'appui des Nations unies, un cours de planification pour les économistes des pays sous-développés (1962), dont je suis en grande partie l'initiateur.

B.L. : C'est une époque où vous voyagez beaucoup ?

I.S. : Je ne voyage pas « beaucoup », mais je commence à voyager. J'ai un rapport étroit avec l'Inde, un rapport un peu plus difficile à ce moment-là avec le Brésil des généraux...

C'est aussi à cette époque que je commence à avoir mes premiers contacts avec l'École pratique des hautes études (EPHE) à Paris, par l'intermédiaire d'un Polonais, directeur d'un département à l'Unesco. Je commence ainsi à fréquenter l'École, alors que je vis encore à Varsovie.

B.L. : Vous avez évoqué votre retour en Pologne. Était-ce un souhait d'y revenir au sens « patriotique » du terme ?

I.S. : Je dirais que c'était d'abord l'envie de participer à la construction d'un monde nouveau. Je rentre moins par patriotisme que parce que la Pologne est et se pense sur la voie de la construction du socialisme. Nous n'avons pas été très nombreux à faire ce chemin, sauf des gens comme Kalecki ou comme Leopold Infeld [8].

Mais en 1968, c'est l'invasion de la Tchécoslovaquie, et se produit un raidissement extrêmement dur du régime polonais qui se double d'une « belle » dose d'antisémitisme, et c'est ainsi que les juifs vont devenir la cible du régime qui veut nous obliger à quitter le pays et exige que le départ se fasse vers Israël, pour que l'on puisse dire ensuite que nous faisons tous partie de la cinquième colonne...

B.L. : Quand vous quittez Varsovie, vous quittez le centre que vous avez créé...

I.S. : En réalité, je ne « quitte » pas le centre. Un jour de 1968, on me dit que je n'ai plus le droit d'entrer dans mon bureau et on me convoque à une séance où l'on m'accuse notamment d'avoir essayé de corrompre toute une génération d'étudiants en leur inculquant de fausses idées. 1968 n'était pas très agréable à Varsovie...

Contraint à l'exil – qu'on ne m'interdit pas –, j'arrive donc en France avec ma femme à l'automne 1968 et je suis accueilli à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), grâce à l'appui de Fernand Braudel et de Jacques Le Goff [9].

À Paris, je l'ai dit en diverses circonstances, je vais faire une rencontre providentielle, celle avec Serge Antoine. Nous sommes devenus très vite complices, notamment dans la préparation de différentes échéances qui vont précéder la Conférence de Stockholm.

B.L. : Pouvez-vous nous expliquer cette « complicité » ? À quel moment naît le terme « écodéveloppement » ?

I.S. : Nous nous sommes rencontrés, Serge et moi, à l'occasion d'une réunion informelle à Genève, en 1971. Nous avons tout de suite sympathisé et nos préoccupations communes nous ont très vite rapprochés, dans une époque où commencent à se dessiner des choses sur le plan environnemental à l'échelle internationale.

Il y a notamment une rencontre à l'initiative des Nations unies, qui se tient à Founex (Suisse) en 1971, séminaire préparatoire à la Conférence de Stockholm, où sera évoquée – déjà – la question de l'environnement et du développement [10], deux notions que l'on ne peut absolument pas séparer, moins encore aujourd'hui. Le concept « d'écodéveloppement » (ou développement écologique) – dont j'ai dit en différentes occasions [11] que c'est Maurice Strong qui a lancé cette expression à Stockholm en 1972 – était déjà présent lors de cette rencontre de Founex.

Il faut aussi évoquer, moins connue mais tout aussi importante, une autre rencontre qui s'est tenue au Japon à l'initiative du professeur d'économie Shigeto Tsuru, de l'université Hitotsubashi. Ce symposium international [12], qui s'est tenu à Tokyo et Osaka, a réuni 22 experts de différents pays – dont j'ai eu la chance de faire partie – et 24 experts japonais qui ont sillonné le Japon à bord d'un autocar. On pourrait dire que c'est une éducation de prince ! C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de William Kapp, professeur à l'époque à l'université de Bâle, auteur d'un livre majeur dans notre domaine de réflexion, *The Social Costs of Private Enterprise* [13].

Le point fort de cette rencontre au Japon, c'est l'affaire de la baie de Minamata dont les habitants ont été empoisonnés pendant de longues années par du mercure parce qu'ils consommaient des poissons, eux-mêmes contaminés par le mercure que déversait une entreprise industrielle dans les eaux de la baie.

Nous sommes dans une époque fondamentale pour la formulation des idées et je pense qu'à Stockholm les idées sont prêtes à prendre corps.

B.L. : Toutes ces réflexions et rencontres qui précèdent cette Conférence de Stockholm se tiennent-elles dans le cadre onusien ou est-ce plutôt à l'initiative d'universitaires ?

I.S. : C'est une « périphérie » où il est difficile de dire où finissent les initiatives purement universitaires et où commencent les initiatives étatiques ou internationales. La rencontre de Founex est à l'initiative des Nations unies, la rencontre organisée par le professeur Tsuru sous l'égide du Conseil scientifique du Japon.

Il faut aussi rappeler qu'en France, à l'époque, il y a le haut comité de l'environnement [14] piloté par Serge Antoine – dont les bureaux sont, pour l'anecdote, dans un bureau du ministère de la Marine, séparé par un paravent – ; il y a aussi, pour la première fois en France, un ministre chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, Robert Poujade [15].

Vous avez donc à la fois des choses très institutionnelles, mais aussi informelles dont Serge Antoine était très friand et qu'il appuyait, ce qu'illustre aussi son travail à Arc-et-Senans [16].

Si les choses se passent relativement bien, c'est aussi grâce à Serge Antoine et je pense personnellement que l'on sous-estime jusqu'à aujourd'hui son rôle.

B.L. : Vous avez travaillé sur le développement. Comment passez-vous du développement à l'écodéveloppement ?

I.S. : C'est cette période des années 1970 et la reconnaissance de la dimension environnementale ; c'est ma rencontre avec Serge Antoine ; c'est la prise de conscience de l'obsolescence des ressources naturelles ; la rencontre de Founex et ce voyage-conférence au Japon. C'est un moment de recomposition de concepts qui, au départ, étaient assez éloignés les uns des autres.

Il faut aussi évoquer, même si elle se déroule deux ans après Stockholm, la rencontre extrêmement riche qui se tient à Cocoyoc (Mexique) en 1974, qui réunit nombre d'experts sous la présidence de Barbara Ward [17]. Ce colloque, très important lui aussi, a dressé la liste des facteurs économiques et sociaux entraînant une détérioration de l'environnement [18].

Il se passe donc énormément de choses informelles ou semi-formelles dans ce début des années 1970. C'est une période où les idées commencent véritablement à se décanter et où il est clair qu'il faut introduire dans le concept du développement, outre la dimension sociale, la question des stratégies face aux ressources renouvelables et non renouvelables, à l'environnement, etc., d'où l'idée d'un écodéveloppement.

B.L. : Quelles impressions gardez-vous de la Conférence de Stockholm ?

I.S. : Stockholm a été une fantastique foire d'idées, parce qu'il y avait plusieurs Stockholm. Il y avait le Stockholm officiel ; il y avait les événements parallèles organisés pour les délégations ; il y avait les conférences organisées dans un grand théâtre de la ville, où est intervenue Indira Gandhi, alors Premier ministre de l'Inde – nous n'étions pas dans l'enceinte de la Conférence, mais en dehors, face à un grand public. Il y avait également un off-Broadway et un off-off-Broadway composés de victimes de Minamata, qui étaient assises dans la rue. Stockholm a été la première conférence des Nations unies organisée en cercles concentriques – toutes les autres après également, mais je pense qu'aucune n'a égalé Stockholm.

B.L. : Même Rio ?

I.S. : Même Rio... D'une part la ville de Stockholm est un « espace » plus petit que Rio ; c'était la première fois que cela se déroulait. C'était aussi très original d'avoir dans un endroit – la Chambre des députés, si je me souviens bien – des chefs d'État, et ce théâtre où d'autres intervenants tout aussi prestigieux, comme le Premier ministre de l'Inde, intervenaient.

B.L. : Avez-vous à cette époque des rapports avec le Club de Rome ?

I.S. : Aucun, je n'en ai pas fait partie. Mais les réflexions menées par le Club de Rome sont aussi une partie des idées qui sont sur la table, même s'il n'y avait pas de lien organique.

Vous avez donc différents acteurs à l'époque et notamment ceux que j'appellerai les « faiseurs », comme Serge Antoine ou Clemens Heller [19]. Heller et Antoine avaient tous les deux cette même tournure d'esprit qui consistait à penser que si on voulait faire des choses, on trouvait les moyens pour les réaliser. Exactement le contraire de la bureaucratie...

Il faudrait évoquer de nombreux autres noms, ce qui n'est pas possible ici. Je pense cependant à un autre personnage de l'époque qui a, lui aussi, joué un rôle important, l'économiste Claude Gruson [20].

B.L. : De Stockholm à Rio, comment regardez-vous votre « rôle » ? Comment voyez-vous l'émergence du concept de développement durable ? Comment vous positionnez-vous de l'écodéveloppement au développement durable en tant qu'universitaire ?

I.S. : La réponse, en France, c'est la création d'un Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), en 1973, dont j'ai assuré la direction jusqu'en 1985. Les deux termes « environnement » et « développement » me paraissent indissociables. S'il avait dépendu de moi, j'aurais choisi le mot « écodéveloppement », terme qui n'a pas été employé par les Nations unies lors de la Conférence de Stockholm. Je trouve par ailleurs que la traduction de « sustainable » en « durable » n'est pas très heureuse.

B.L. : Vous auriez préféré « viable » ?

I.S. : J'aurais effectivement préféré « viable », même si la question n'est pas tant dans le qualificatif lui-même que dans la manière d'expliquer ce qu'il signifie, quel sens on lui donne.

Nous avons donc créé un centre de recherche, sous l'égide de l'EHESS, pour travailler sur le développement et nous lui avons donné le qualificatif « international » – pour bien marquer que la perspective est de s'insérer dans le débat planétaire –, avec l'objectif de formuler de nouvelles priorités de développement et de définir quelles doivent être les politiques internationales pour aller dans la bonne direction. C'est de tous ces « remous » avant et après Stockholm qu'est né le CIRED.

Nous sommes grandement aidés par la direction de l'École et par un appui sans faille du ministère de l'Environnement. Il y a une sorte de *gentlemen's agreement* non écrit qui « dit » que l'École crée le Centre, le ministère donne des crédits de recherche, ainsi que les Nations unies. Cela va nous mener de 1972 à 1992.

B.L. : À Rio [21], vous avez joué un rôle du fait de votre connaissance du Brésil et de votre parcours international. Quelle perception gardez-vous de cette rencontre ?

I.S. : « Rio 1992 » a été en grande partie une occasion perdue parce que, politiquement, nous étions à un moment de montée en puissance du néolibéralisme (nous étions en pleine implosion du modèle soviétique, le mur de Berlin venait de tomber...). Ce n'était donc pas le meilleur moment pour discuter du rôle de l'État et des politiques publiques.

Je pense qu'il a manqué aussi la perception du rôle de la planification à long terme, thème qui n'était pas du tout à la mode à Rio en 1992.

B.L. : On a quand même fait l'Agenda 21...

I.S. : Certes, mais regardez quel a été l'impact de l'Agenda 21 sur les politiques des différents pays membres. Pour introduire une nouvelle dimension dans le développement et ne pas rester dans un monde bidimensionnel – l'économique et le social –, nous sommes désormais sur un trépied : les objectifs sont sociaux, il y a une conditionnalité écologique et il faut donner à tout cela une viabilité économique. Pour permettre cette viabilité économique, on aurait, en principe, dû renforcer le rôle des États « développeurs » et je dirais que Rio est tombé à un moment où le climat global allait exactement dans le sens contraire.

De ce point de vue, l'Agenda 21 et tout ce qui a émané de « Rio 1992 » sont tombés à un très mauvais moment. Je n'ai pas de difficulté pour défendre dans l'abstrait la plupart des points de l'Agenda 21, mais où sont les acteurs pour mettre tout cela en route ? Nous avons perdu beaucoup de temps.

On peut même se demander où il y a encore de la planification, et en particulier de la planification à vingt ans. Le paradoxe est que nous nous sommes tous essayé de faire de la planification à l'aide du boulier et que nous nous refusons à faire de la planification avec l'ordinateur. Je ne dis pas que l'ordinateur est l'élément essentiel de la planification – il faut aussi un débat démocratique entre les acteurs du processus – mais reconnaissons que l'ordinateur nous donne des moyens que le boulier n'a pas. S'il n'y avait pas eu cette coïncidence avec la grande vague du néolibéralisme, les choses se seraient probablement passées autrement.

Est-ce que nous sommes prêts aujourd'hui à tirer ces conclusions, à remettre les choses en ordre et à repartir ? Je n'en suis pas sûr.

B.L. : Quelles inflexions est-il nécessaire d'imprimer à la Conférence Rio+20 ? Quelles sont vos propositions, vos souhaits ? Quelle est votre vision à quatre mois [22] de cette rencontre internationale ?

I.S. : Premièrement, si nous voulons changer de cap en 2012, nous avons besoin de remettre à l'honneur la planification à long terme, si possible avec un horizon de quinze à vingt ans, d'autant plus que les marchés sont myopes et insensibles à la dimension sociale tant qu'ils n'y sont pas contraints. Mais il faut aussi repenser cette planification, tout en se rendant compte que ce n'est pas l'outil qui est l'élément principal, mais l'organisation du processus politique.

Rio+20 devrait donc être une *roadmap conference* [23] qui définit les objectifs et établit un cahier des échéances, qui définit aussi comment l'on va s'y mettre, plutôt qu'une conférence qui essaie de sauter directement aux conclusions. Pour nous y mettre, nous avons besoin de supports techniques, mais nous avons aussi besoin d'idées concrètes, d'échanges d'expériences beaucoup plus nourris. Et là, nous sommes mauvais, car nous sommes partis d'une base d'organisation historique Nord-Sud. Dans mon esprit, cela ne veut pas dire qu'il faille uniquement favoriser l'axe Sud-Sud. Aujourd'hui, il faut redéfinir et privilégier les réseaux de coopération scientifique et technique qui permettent de collaborer entre des pays qui partagent le même biome (le tropique humide, le semi-humide, etc.). C'est un point absolument obligé et bien plus essentiel que les problématiques Nord-Sud ou Sud-Sud.

Nous devrions donc nous séparer après la Conférence Rio+20 avec un échéancier précisant de combien de temps disposent les pays des Nations unies pour préparer leur plan de développement à long terme, qui devront tenir compte de la biocapacité, de l'impact sur l'environnement, du profil énergétique, etc., et qui préciseront quelle doit être ensuite la démarche pour harmoniser ces plans entre eux de façon à créer des synergies positives et à éliminer des chocs qui seraient extrêmement nuisibles.

L'enjeu de Rio+20 est d'être capable de choisir et de montrer les vraies priorités. Aurons-nous le courage de dire que cela ne s'improvise pas et que ce n'est pas en bâclant une déclaration que l'on va réussir ?

2/ Les Nations unies doivent s'engager dans deux directions :

- la première en créant un vrai fonds de développement que je nomme « *incluant et en harmonie avec la nature* » ; vous pouvez l'appeler « *durable* », peu importe. Il y eut

une époque où l'on disait que les pays riches devraient y consacrer 1 % de leur PIB, ils en sont loin ;

- d'autre part, en instituant une taxe Tobin [24] pour réprimer les spéculations financières et se servir d'une bonne partie de cette taxe pour alimenter ce fonds.

3/ Puisque nous voulons éviter les émissions excessives de carbone, nous devrions également créer une taxe carbone et, là aussi, une partie de cette taxe doit aller à ce fonds de développement international.

4/ Je pense que nous devrions revenir à une idée, lancée à différentes reprises mais sans succès, celle des péages sur les océans et les airs, qui consisterait à taxer chaque voyage en avion ou en bateau pour usage des biens communs de l'humanité. Je peux ensuite affiner cet outil de façon à ce que tout le monde ne paie pas la même taxe, que certains en soient libérés – des ajustements sont évidemment possibles – mais j'insiste sur cette proposition que j'ai lancée à l'époque de « Rio 1992 » – sans succès, je l'ai dit – alors qu'elle est très facile à mettre en place et indolore sur le plan financier. Si l'on majore chaque billet d'avion transatlantique de dix euros, aucun passager ne va véritablement s'en rendre compte. Quand vous calculez ce que cette taxe pourrait représenter, vous comptez déjà en dizaines de milliards. Cette idée de péage sur tous les usages des biens communs de l'humanité fait du sens.

À partir de ces sources possibles de financement, nous devrions être à même de créer un fonds de développement qui se situerait entre 1 et 2 % du PIB mondial.

Le hasard fait parfois bien les choses, nous sommes à une date ronde par rapport à la naissance de Jean-Jacques Rousseau (28 juin 1712, à Genève) et par rapport à son ouvrage « Du contrat social » (1762). J'aimerais que nous nous séparions, après la Conférence Rio+20 avec l'engagement de préparer des contrats sociaux au niveau de chaque pays et de travailler à l'élaboration d'un nouveau contrat social mondial, en nous donnant pour cela le temps nécessaire. Je pense que pour que le processus soit complet, il faudra au moins cinq ans pour que les pays membres commencent à ébaucher leur plan à long terme, puis travaillent sur la façon dont ces plans peuvent être articulés et harmonisés entre eux. En parallèle, il faut créer ce grand fonds de développement et des réseaux opérationnels, avec une remise à l'honneur du concept de biome.

B.L. : Avez-vous eu l'occasion d'exposer tout cela aux Brésiliens ?

I.S. : Je commencerai à leur dire à la fin de ce mois de février [25]. Je vais discuter de tout cela avec mes amis brésiliens et les officiels brésiliens. J'ai d'ailleurs été en contact récemment avec l'ambassadeur brésilien qui est l'un des coordinateurs de la Conférence Rio+20.

B.L. : Je souhaiterais revenir sur la question de la taxe carbone et de la biocapacité.

I.S. : Cette question nous amène à un dossier absolument fondamental qui est celui de l'énergie : quel paradigme énergétique pour l'avenir ? Je reprends à mon compte les propos de Benjamin Dessus, le président de Global Chance [26]. On ne peut qu'être d'accord avec l'idée qu'il faut apprendre à maîtriser la demande, aller vers la sobriété et l'efficacité en matière énergétique. Il faut persister à privilégier les énergies renouvelables et nous préparer à une sortie ordonnée des énergies fossiles, à la fois parce qu'elles s'épuisent, qu'elles contribuent aux émissions de carbone et sont par conséquent climatiquement indésirables.

Évidemment, il y a ici un autre dossier polémique, et tout aussi fondamental, auquel on ne peut se soustraire, celui de l'énergie nucléaire. Nous l'avons échappé belle lors de l'accident

de Three Mile Island [27], nous l'avons subi de plein fouet à Tchernobyl [28] et aujourd'hui à Fukushima [29]. Ma position a toujours été « *aussi peu que possible pour aussi peu de temps que possible* » ; c'est une position que j'ai essayé de défendre tout de suite après Stockholm et j'ai failli me faire écharper...

Nous avons donc à redéfinir les paradigmes énergétiques, en essayant de sortir autant que cela se peut, et aussi vite que cela se peut, des énergies fossiles, sans oublier des transitions, parce que les Brésiliens, par exemple, sont actuellement « obnubilés » par la quantité d'énergie qu'ils espèrent extraire des fonds marins. Le but n'est pas de leur dire qu'il ne faut pas y aller, mais que ces ressources, elles aussi, s'épuiseront.

Sur la question de la biocapacité, qui est, je le rappelle, la capacité biologique pour une zone donnée d'offrir des ressources renouvelables et de gérer les déchets issus de l'utilisation de ces ressources, je pense qu'il est absolument nécessaire de remettre à plat les deux concepts que sont la révolution verte et la révolution bleue [30]. Il y a une interface entre la révolution verte et la révolution bleue qui a d'ailleurs été, du point de vue conceptuel, abordée d'une façon très intéressante dans un livre de Kenneth Ruddle [31].

Je crois très fortement à l'avenir de cette réflexion sur l'interface homme-terre. Révolution verte et révolution bleue doivent absolument être repensées à l'aune des contingences et des contraintes écologiques de ce début de XXI^e siècle.

B.L. : On peut considérer que Rio+20 peut être un nouveau départ, mais aussi que cela peut « refermer » un cycle, si des signaux tangibles ne sont pas au rendez-vous.

I.S. : Pour ma part, le point central est le suivant : est-ce que nous reconnaitrons, finalement et formellement, que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, l'anthropocène [32]. Si nous sommes entrés dans cette nouvelle ère – ce que je crois –, cela a de fortes implications et il faut réfléchir à la façon de s'y adapter, se demander ce que font les uns et les autres, et comment se manifeste la solidarité internationale, si elle existe... Mais en discuter d'ici à la Conférence de Rio est exclu parce que nous n'y sommes pas préparés.

Pour terminer, je sortirai un tout petit peu du cadre Rio+20 pour évoquer une idée à laquelle je tiens beaucoup, celle qui consisterait à créer un axe triangulaire qui relierait le Brésil à l'Inde via une « médiation » française, voire européenne. C'est d'ailleurs ce sur quoi portent notamment mes efforts pour jouer le « go between » entre le Brésil et l'Inde. Des choses se construisent entre ces deux pays, mais de manière plutôt « confidentielle ». Cette triangulation permettrait d'élargir les échanges et de dialoguer plus largement sur les pratiques des uns et des autres. Encore une fois, c'est de cela que nous manquons le plus : le petit paysan du Nordeste du Brésil ne connaît rien de ce que fait son homologue en Inde. Et pourtant, de leurs expériences mutuelles, avec l'appui d'un troisième partenaire français ou européen, de nombreux enseignements sont à exploiter, qui peuvent aussi se croiser avec les propositions attendues à l'occasion de la Conférence de juin 2012.

Notes et références

[1] Ignacy Sachs, *L'écodéveloppement*, Syros, 1993.

[2] Entretien réalisé le 24 février 2012 au Centre de recherches pour le Brésil contemporain, centre qu'Ignacy Sachs a créé au sein de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), en 1985.

[3] Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (CNUEH), 5-16 juin 1972, Stockholm (Suède).

[4] Cf. Jean-Paul Lefebvre, *Les professeurs français des missions universitaires au Brésil (1934- 1994)*, *Cahiers du Brésil contemporain*, n° 12, 1990.

- [5] Ignacy Sachs, *Patterns of public sector in underdeveloped economies*, Asia Publishing House, New Delhi, 1966 [PWN, Warszawa, 1961].
- [6] Oskar Lange (1904-1965), économiste et diplomate polonais.
- [7] Michal Kalecki (1899-1970), économiste polonais, a enseigné notamment à Cambridge et Oxford et a été conseiller économique pour différents gouvernements étrangers (Inde, Cuba, Mexique).
- [8] Leopold Infeld (1898-1968), physicien polonais, auteur notamment avec Albert Einstein de *L'évolution des idées en physique*, collection « Champs sciences », Flammarion, mars 2009 [Princeton, 1936].
- [9] Fernand Braudel est alors président de la VI^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE), qu'Ignacy Sachs désigne sous le vocable « École » ; Jacques Le Goff, alors directeur d'étude, succèdera à Fernand Braudel en 1972. La VI^e section de l'École pratique des hautes études, créée en 1947, est devenue l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en 1975.
- [10] *Development and Environment, Report and Working Papers of Experts Convened by the Secretary General of the United Nations Conference on the Human Environment*, Founex (Suisse), éditions Mouton, Paris, 4-12 juin 1971.
- [11] Ignacy Sachs, « Écodéveloppement : une approche de planification », *Économie rurale*, n° 124, mars-avril 1978, p. 16-22.
- [12] *International Symposium on Environmental Disruption : A challenge to Social Scientists*, Tokyo et Osaka (Japon), 8-14 mars 1970.
- [13] William Kapp, *The Social Costs of Private Enterprise* (Harvard University Press, 1950), traduit en français et publié sous le titre *Les coûts sociaux de l'économie de marché*, préface d'Ignacy Sachs, Flammarion, Paris, 1976.
- [14] Le Haut comité de l'environnement a été créé par décret en juillet 1970. Serge Antoine en sera le secrétaire général de 1970 à 1980.
- [15] Robert Poujade occupa le poste de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement de 1971 à 1974. Il est l'auteur notamment du livre *Le ministère de l'impossible*, Calmann-Lévy, Paris, 1975.
- [16] Serge Antoine a créé, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs), un centre international de réflexions sur le futur (Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir. (Source Association Serge Antoine).
- [17] Barbara Ward (1911-1981), économiste britannique, est considérée comme l'une des pionnières du développement durable. Elle est en particulier l'auteur, avec René Dubos, de l'ouvrage *Only One Earth – The Care and Maintenance of a Small Planet*, W. W. Norton & Company, 1972.
- [18] *Patterns of Resource Use, Environment and Development Strategies*, Cocoyoc (Mexique), 8-12 octobre 1974.
- [19] Clemens Heller (1917-2002) a notamment participé à la création de la Fondation de la Maison des sciences de l'homme (FMSH), avec Fernand Braudel, dont il sera le collaborateur, avant de devenir à son tour administrateur de la FMSH.
- [20] Claude Gruson (1910-2000), a été directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (1961-1967) ; il a présidé le Groupe interministériel d'évaluation de l'environnement (1973 à 1979) à l'origine du *rapport d'activité du Groupe interministériel d'évaluation de l'environnement*, publié en 1974 à la Documentation française.
- [21] Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, également dénommé Sommet « planète Terre », 3-14 juin 1992, Rio (Brésil).
- [22] L'entretien a été réalisé le 24 février 2012.
- [23] Terme que l'on peut traduire (par extension) par « feuille de route ».
- [24] L'idée de cette taxe a été lancée dans les années 1970 par l'économiste américain James Tobin (1918-2002), prix Nobel d'économie en 1981, qui proposait de prélever un faible pourcentage (de l'ordre de 0,01 %) sur les transactions monétaires internationales, afin de limiter la spéculation, taxe qui n'a jamais été mise en application. L'idée a été reprise par

un certain nombre de personnalités, tel Ignacy Sachs, et par certains courants altermondialistes notamment, qui proposent qu'une taxe soit appliquée à l'ensemble des transactions des marchés financiers.

[25] Ignacy Sachs est à la veille d'un voyage au Brésil, au cours duquel il va rencontrer plusieurs interlocuteurs de la prochaine Conférence Rio+20 (entretien réalisé le 24 février 2012).

[26] Global Chance est une association de scientifiques et d'experts partageant la conviction qu'un développement mondial plus équilibré peut et doit résulter de la prise de conscience croissante des menaces qui pèsent sur l'environnement global. Le nom de l'association est un clin d'œil au « global change », changement global qui désigne les dérèglements environnementaux planétaires. (Source : www.global-chance.org).

[27] Accident à la centrale nucléaire de Three Mile Island en Pennsylvanie (États-Unis), le 28 mars 1979.

[28] Catastrophe nucléaire de Tchernobyl en Ukraine (ancienne république de l'Union soviétique), le 26 avril 1986.

[29] Catastrophe nucléaire de Fukushima (Japon), le 11 mars 2011, classée au niveau 7 (le plus élevé) de l'échelle INES (échelle internationale des événements nucléaires), la plaçant au même degré de gravité que celle de Tchernobyl.

[30] « La « révolution verte » [...] s'est caractérisée par le développement de cultures agricoles à l'aide de variétés améliorées de céréales ou de plantes à haut rendement, qui ont été obtenues grâce à des fertilisants chimiques et des pesticides pour éviter les épidémies. [...] Le nom de « révolution bleue » a été donné au phénomène de création massive de cultures d'organismes vivants en milieu aquatique. On la considère comme un changement très important dans les systèmes de production liés à l'activité de la pêche. » Hector-Luis Morales, *L'aquaculture aujourd'hui – Chances et risques de la révolution bleue*, Santiago du Chili, septembre-octobre 1989.

[31] Kenneth Ruddle, *Integrated Agriculture-Aquaculture in South China : The Dike-Pond System of the Zhujiang Delta* (1988).

[32] Le terme « anthropocène » est revendiqué par certains scientifiques pour désigner une nouvelle ère géologique qui résulte des actions anthropiques de l'homme sur l'environnement (changement climatique, perte de la biodiversité, etc.), notamment par le prix Nobel de chimie, Paul Crutzen, ou encore Claude Lorius, glaciologue français, dans son ouvrage en collaboration avec Laurent Carpentier, *Voyage dans l'anthropocène*, Actes Sud, janvier 2011.